

LA FRANCE & L'ACCÈS À L'ÉNERGIE DURABLE

FICHES REPÈRES

DES OBJECTIFS À ATTEINDRE D'ICI 2030

Aujourd'hui, plus de 1,3 milliard de personnes dans le monde, principalement en Afrique subsaharienne et en Asie, n'ont pas accès à l'électricité.

L'initiative Énergie durable pour tous (SE4All), lancée en octobre 2011 par le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, propose d'obtenir à l'horizon 2030 :

- un accès universel aux services énergétiques modernes ;
- un doublement du taux annuel d'amélioration de l'efficacité énergétique mondiale ;
- un doublement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique.

En 2009, 6,9 milliards d'euros ont été investis pour étendre l'accès à des services énergétiques modernes. Ces investissements sont encore largement insuffisants pour atteindre les 36,6 milliards d'euros par an d'investissements additionnels, nécessaires pour assurer un accès universel à l'énergie à l'horizon 2030.



L'énergie est au cœur des problématiques de développement durable dans ses trois piliers, économique, social et environnemental. Elle apparaît aujourd'hui comme un enjeu majeur pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et pour le futur agenda post-2015.

Pour lutter contre la situation actuelle de pauvreté énergétique qui freine le développement des pays les plus pauvres, l'aide au développement dans le secteur de l'énergie est primordiale.



Les priorités de l'aide française au développement dans le secteur de l'énergie

■ L'aide française au développement dans le secteur de l'énergie s'inscrit dans le cadre de stratégies globales de lutte contre la pauvreté, de promotion d'une croissance verte et équitable, et de protection des biens publics mondiaux.

■ L'action de la France s'articule aujourd'hui autour de quatre grands objectifs :

- donner la priorité aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique ;
- améliorer l'accès à l'énergie dans les zones rurales et périurbaines ;
- sécuriser et renforcer les systèmes énergétiques ;
- renforcer les politiques énergétiques et les capacités des acteurs.

La France est attachée à une approche intégrée et équilibrée des trois objectifs de l'initiative Énergie durable pour tous.

Une action inscrite dans la lutte contre le changement climatique

■ Cette aide est étroitement liée à l'action de la France contre le changement climatique et ses effets. Sur les 7,4 milliards d'euros consacrés au secteur de l'énergie par l'Agence française de développement (AFD) depuis 2007, 5,8 milliards d'euros ont contribué à la réalisation de projets dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

De nouveaux moyens adaptés

■ Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, l'AFD s'est fixé pour objectif un volume d'engagements de 2 milliards d'euros pour les trois prochaines années (2013-2016) dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Le volume global d'engagements dans le secteur énergétique sera, quant à lui, maintenu à près de 2 milliards d'euros par an.

■ Le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) a fait de l'énergie durable en Afrique une priorité pour 2013-2014. Il consacrera au développement de projets innovants, notamment d'accès à l'énergie, 5 millions d'euros de subvention en cofinancement.

La nécessité de mobiliser de nouveaux acteurs

■ Pour atteindre les objectifs fixés, notamment dans le cadre de SE4All, des financements additionnels doivent être trouvés. Il est aujourd'hui essentiel de créer les conditions d'une implication du secteur privé aux côtés de l'aide traditionnelle, à travers la mise en place de nouveaux mécanismes de financement à fort effet de levier et l'adoption de réformes et de politiques volontaristes.

Des axes d'intervention clairs

Renforcer l'intégration énergétique régionale en Afrique de l'Ouest

■ Il s'agit d'un axe majeur d'intervention de la coopération française. Plusieurs projets de lignes de transport et d'interconnexions électriques programmés dans le cadre du *pool* énergétique d'Afrique de l'Ouest (WAPP) et différents projets d'infrastructures d'énergies renouvelables ont été financés par l'AFD au cours de ces dernières années (plus de 200 millions d'euros pour le financement de l'interconnexion électrique entre le Ghana et le Burkina Faso).

■ Le ministère des Affaires étrangères (MAE) a par ailleurs apporté un important soutien au développement de politiques d'accès à l'énergie : financement d'un livre blanc, *Pour une politique régionale sur l'accès aux services énergétiques*, et mise en place du projet pour la promotion de l'accès à l'énergie dans les stratégies et programmes nationaux (MEPRED). Avec le soutien de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), le MAE développe également des programmes d'efficacité énergétique.



Olkaria dans la vallée du Rift au Kenya : le projet géothermique le plus important d'Afrique.

UN PROGRAMME D'ÉLECTRIFICATION RURALE AU MAROC

Depuis 1996, la France apporte son soutien au Maroc dans le cadre du développement de son programme d'électrification rurale global (PERG). Un projet ambitieux et un succès incontestable : en 2009, le Maroc a atteint un taux d'électrification rurale de 97 % avec un taux moyen de foyers raccordés dans les villages mis sous tension d'environ 75 %. La coopération française a apporté une contribution totale de 240 millions d'euros. Ce programme a aussi permis d'électrifier des foyers éloignés du réseau avec plus de 50 000 kits solaires installés.

Une action renforcée dans le cadre de l'Union européenne

Des instruments de cofinancement novateurs

■ L'UE est aujourd'hui l'un des principaux acteurs de l'aide au développement dans le secteur de l'énergie. Elle a su à la fois financer des projets issus d'initiatives locales et développer des instruments de cofinancement novateurs, associant prêts et dons, qui permettent un effet de levier important. Il s'agit par exemple de la Facilité énergie qui cible des projets dans le domaine de l'accès à l'énergie durable dans les zones rurales et périurbaines des pays d'Afrique subsaharienne, des Caraïbes et du Pacifique. Depuis sa création en 2006, cet instrument a été doté de 420 millions d'euros de subvention. Il a permis le financement de 140 projets, améliorant l'accès à l'énergie 15 millions de personnes et rendant possible le développement d'une plate-forme européenne des bailleurs sur l'accès à l'énergie.

DÉVELOPPER L'ÉNERGIE VERTE EN AFRIQUE DE L'EST

Principal bailleur du secteur énergétique au Kenya, l'AFD apporte depuis plusieurs années un soutien important à la valorisation de la géothermie avec plus de 230 millions d'euros de financements apportés pour le développement du potentiel géothermique du site d'Olkaria. D'autres projets de développement de la géothermie sont à l'étude dans la sous-région (Rwanda, Ouganda). La coopération française travaille par ailleurs sur de nouveaux mécanismes de financement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, en partenariat avec des banques commerciales.

■ En juin 2012, l'UE a annoncé une contribution de 465 millions d'euros, au titre de l'initiative SE4All, exclusivement consacrée aux financements de projets d'accès à l'énergie, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. **Avec une participation au Fonds européen de développement de l'ordre de 19,55 %, la France est le deuxième contributeur à ces financements.**

Une action politique concertée

■ La France participe à l'initiative énergie de l'Union européenne pour l'éradication de la pauvreté, lancée lors du Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002, pour favoriser une meilleure prise en compte de l'énergie dans les stratégies de lutte contre la pauvreté.

■ Elle est également un membre actif du partenariat Afrique-UE énergie, lancé à Lisbonne en décembre 2007, et participe, via l'AFD, à la mise en œuvre de son programme de coopération dans le domaine des énergies renouvelables.

✎ POUR ALLER PLUS LOIN

Ministère des Affaires étrangères

www.diplomatie.gouv.fr

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

www.developpement-durable.gouv.fr

Agence française de développement

www.afd.fr

Fonds français pour l'environnement mondial

www.ffem.fr

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

www.ademe.fr

Union européenne

www.ec.europa.eu/europeaid/what/energy/index_fr.htm

Initiative Énergie durable pour tous (SE4All)

www.sustainableenergyforall.org

© MAE 2012

Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats/Direction des biens publics mondiaux

Réalisation : Direction de la communication et de la presse

Contact : Delphine Clerc-Toure – delphine.clerc-toure@diplomatie.gouv.fr

Crédits photos : © UN Photo/Christopher Herwig (recto). © Frédérique Willard/AFD (verso)

www.diplomatie.gouv.fr